

ratives. Des manifestations bien caractéristiques de l'état d'esprit de la troupe se font bientôt voir. A Wambel, un ouvrier allemand est assassiné par la police bleue pour avoir fraternisé avec les soldats français. Les soldats français, occupant cette localité, se cotisent pour lui acheter une couronne que l'on peut voir encore à l'heure actuelle au cimetière de Dortmund. A Dortmund, au début de décembre, lors d'une manifestation ouvrière, le 31^e R.I. protégea les manifestants contre la police bleue. A Herne, vers la même époque, les soldats de garde du pont du chemin de fer tirent sur la police bleue qui chargeait une colonne de grévistes.

Au mois de juillet, à la veille de la journée antifasciste, puis lors des manifestations séparatistes du docteur Dorten, l'armée n'est plus un instrument aveugle entre les mains du haut commandement. Le dictateur Degoutte s'en rend bien compte et, bien que ce fut son désir et l'intérêt du capitalisme français, il n'osa pas faire intervenir, directement, l'armée française à côté des séparatistes contre la classe ouvrière de la Ruhr. Il fut obligé d'employer un moyen détourné. Le commandement français arma la police allemande, comme le prouve l'intervention de la police à Dusseldorf contre les chômeurs. Les baïonnettes françaises, dirigées contre les ouvriers allemands, étaient dans les mains de la réaction allemande, mais non plus dans celles des soldats français. Au cours des grandes manifestations d'octobre, le souffle révolutionnaire pénètre jusque dans l'armée d'occupation. Les soldats, fils d'ouvriers et de paysans, ouvriers et paysans eux-mêmes, ne pouvaient rester indifférents devant la lutte héroïque des ouvriers allemands contre les patrons allemands. Ils s'aperçoivent combien on leur avait menti, lorsque les officiers, dans leurs conférences parlaient de l'ennemi héréditaire : l'Allemand. Ils voyaient de leurs propres yeux qu'il y a deux Allemagnes : l'Allemagne capitaliste et l'Allemagne ouvrière. Il n'en fallait pas plus pour que, instinctivement, ils prennent le parti de cette dernière et l'on voyait les soldats rechercher, plus encore qu'autrefois, la compagnie des ouvriers révolutionnaires allemands, s'entretenir avec eux et partager les rares colis qu'ils recevaient de leur famille.

Le haut commandement est obligé de constater ces rapports avec la population civile. La circulaire suivante n° 779/2.R. en date du 19 octobre 1923 donne un aperçu sur les méthodes employées pour empêcher la fraternisation :

« Certaines publications françaises sollicitent des militaires de la Ruhr des renseignements sur leur situation matérielle et morale, ainsi que sur le caractère des relations avec les ouvriers allemands.

» Les renseignements doivent être envoyés par l'intermédiaire des camarades permissionnaires ou des familles. Les chefs de corps exerceront une surveillance discrète sur les sujets dangereux se trouvant dans leur unité. Cette surveillance portera plus particulièrement sur les rapports de ces hommes avec leurs camarades ou l'élément civil et sur leur correspondance. Cette note ne sera pas notifiée officiellement.

» Général Boyer. »

Le général Degoutte se préoccupait donc d'empêcher par tous les moyens que le pays soit mis au courant de l'état moral et

matériel de la troupe ; pendant ce temps, la vérité officielle, par la bouche de Maginot, était proclamée dans tous les journaux : « L'état moral et matériel de l'armée d'occupation est excellent. »

Mais cette circulaire montre surtout l'inquiétude du haut commandement relativement aux relations des soldats avec la population civile. Il s'agit de les faire cesser.

Etant donné cette situation, Degoutte tente de se servir des unités coloniales pour la besogne que les troupes françaises se refusent à accomplir. Là aussi, il put se rendre compte qu'il faisait fausse route. A Neustadt, le 28^e régiment de tirailleurs refuse de tirer sur les manifestations de chômeurs qui avaient envahi l'hôtel de ville. L'armée belge n'est pas la dernière à fraterniser. A Duisbourg, au cours d'une manifestation, une colonne de grévistes allemands s'avance derrière les drapeaux au chant de l'*Internationale*, lorsqu'elle rencontra une patrouille de soldats belges. Loin d'essayer de « rétablir l'ordre », les soldats belges prirent la tête de la manifestation et l'*Internationale* retentit à la fois en français et en allemand.

Cette situation ne pouvait plus durer, malgré le mouchardage intensif de tous les pauvres bougres qui pour une prime de 50 francs ou pour de menues faveurs acceptaient de trahir leurs camarades. Le Haut-Commandement fit appel au ministre de la Guerre, Maginot, pour tenter d'enrayer la fraternisation.

Les mutineries

Déjà en avril, à Kehl, des soldats du 170^e R.I. avaient chanté l'*Internationale* en défilant devant le drapeau. A Bochum et à Dortmund les soldats « en avaient marre de monter la garde du Rhin pour le compte de Stinnes ». Ils cessèrent bientôt de se plaindre platoniquement. Les protestations deviennent plus vives et il y a eu des incidents et des arrestations. A Kray, près d'Essen, on vit défiler les soldats entre les baïonnettes d'un détachement de garde. Quel crime avaient-ils commis ? Au 64^e R.I., le mécontentement devint tel qu'il fallut encadrer les hommes avec des troupes de Stach. Lors de sa tournée, M. Maginot put se rendre compte de la gravité de la situation. L'agitation avait gagné rapidement toute l'armée du Rhin. La note confidentielle suivante nous le prouve :

« M. S. 3/11/23, n° J.60.J.22. Le 1^{er} novembre 1923, des militaires se sont livrés, dans leur garnison, à une manifestation antimilitariste au passage d'un cortège composé de personnalités officielles, militaires et civiles. Je rappelle que les manifestations de cette nature doivent m'être immédiatement signalées en me faisant connaître les mesures prises pour identifier les coupables, ainsi que, si possible, les sanctions prises. »

De l'aveu même de Maginot, une des tâches principales de l'Etat-Major doit consister à trouver des coupables, à les punir sévèrement. Il faut même se hâter car la situation empire tous les jours.

Le 7 novembre, à Gelsenkirchen, une mutinerie se produit au camp d'aviation français. 10 soldats sont arrêtés. Les indices de révolte dans les troupes françaises se multiplient. Le 16 novem-